



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du mérite

**ARRETE MODIFICATIF de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2017
habilitant l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection
du milieu aquatique » à participer au débat sur l'environnement
dans le cadre des instances consultatives**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives ;

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'agrément des associations au titre de la protection de l'environnement et à la désignation d'associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable au sein de certaines instances ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2012 fixant les modalités d'application pour le département de la Somme de la condition prévue au 1° de l'article R 141-21 du code de l'environnement concernant les associations et fondations souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances ;

Vu le dossier de demande d'habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement se déroulant dans le cadre d'instances consultatives au niveau départemental, déposé le 31 juillet 2017 en préfecture par l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique » ;

Vu l'avis favorable émis par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France le 17 octobre 2017 ;

Considérant que l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique », est agréée au titre de la protection de l'environnement, dans le cadre géographique départemental, par arrêté du 10 novembre 2017 ;

Considérant que l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique » regroupe 55 associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) rassemblant 15 103 adhérents, soit un nombre supérieur au seuil de 100 membres fixé par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2012 précité et qu'elle exerce ses activités sur l'ensemble du territoire du département de la Somme ;

Considérant qu'elle justifie d'une expérience et de savoirs reconnus dans plusieurs domaines relevant de l'article L. 141-1 du code de l'environnement, tels que, notamment la protection de l'eau et la lutte contre les pollutions et nuisances ;

Considérant que cette expérience et ces savoirs sont démontrés par ses différentes actions en faveur de la protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole ;

Considérant qu'elle est une force de proposition et de concertation reconnue par les pouvoirs publics et qu'elle siège au sein d'instances consultatives ;

Considérant que la composition de son conseil d'administration, les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'association ainsi que le contenu de ses statuts ne limitent pas son indépendance ;

Considérant qu'ainsi l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique » remplit les conditions prévues à l'article R 141-21 du code de l'environnement ;

Considérant que le siège social de l'association a changé d'adresse ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1^{er} :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral habilitant l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique » à participer au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives du 10 novembre 2017 est modifié comme suit dans son article 1^{er} :

L'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique » dont le siège social est situé 1, chemin de la voie du bois – BP 20020 – 80450 LAMOTTE-BREBIERE, est habilitée, dans le cadre géographique départemental, à participer au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives.

[...].

Le reste sans changement.

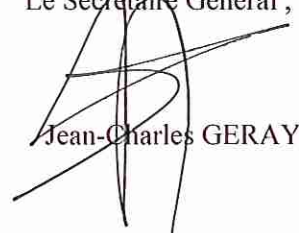
Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France, la procureure générale près de la Cour d'Appel d'Amiens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée. Le présent arrêté sera notifié au président de l'association « Fédération de la Somme pour la pêche et la protection du milieu aquatique », publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme ainsi que sur le site Internet.

Fait à Amiens, le

24 JAN. 2018

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Charles GERAY